

Le triple jeu des nouveaux cons

par Laurent Guyénot

Pour mener à bien leur fantasme de domination mondiale, les néoconservateurs ont déployé un triple discours, montre Laurent Guyénot dans cette étude : une philosophie cynique de la politique élaborée par leur maître à penser Léo Strauss à usage interne ; une analyse froide des intérêts stratégiques israéliens lorsqu'ils conseillent les dirigeants de Tel-Aviv ; et une alerte angoissante face à des dangers imaginaires pour l'opinion publique US.

Réseau Voltaire International | 1^{er} mars 2013

Le néoconservatisme, qui est généralement perçu comme une droite républicaine extrême, est en réalité un mouvement intellectuel né à la fin des années 1960 [d'où nouveaux cons, auparavant ces crétins étaient gauchistes] au sein de la rédaction de la revue mensuelle *Commentary*, l'organe de presse de l'*American Jewish Committee* qui a remplacé le *Contemporary Jewish Record* en 1945. *The Forward*, le plus ancien quotidien juif américain, écrit dans un article de 2006 : « *S'il y a un mouvement intellectuel en Amérique dont les juifs peuvent revendiquer l'invention, c'est bien le néoconservatisme. Cette pensée horrifiera sans doute la plupart des juifs américains, majoritairement libéraux. Et pourtant c'est un fait qu'en tant que philosophie politique, le néoconservatisme est né parmi les enfants des immigrants juifs et qu'il est actuellement le domaine particulier des petits-enfants de ces immigrants* » [1]. L'apologiste du néoconservatisme Murray Friedman explique cela par la bénéfice inhérente au judaïsme, « *l'idée que les juifs ont été placés sur terre pour un faire un monde meilleur, peut-être même plus sacré* » [2].

De même que l'on parle de la « droite chrétienne » comme d'une force politique aux États-Unis, on pourrait donc parler des néoconservateurs comme représentant la « droite juive ». Cependant, cette caractérisation est problématique pour trois raisons.

► Premièrement, les néoconservateurs ne forment qu'un petit clan, bien qu'ils aient acquis une autorité considérable sur les organisations représentatives juives, notamment la *Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations*. Le journaliste Thomas Friedman du *New York Times* en compte vingt-cinq, à propos desquels il écrit en 2003 : « *si vous les aviez exilés sur une île déserte*

il y a un an et demi, la guerre en Irak n'aurait pas eu lieu » [3]. Les néoconservateurs compensent leur petit nombre par la multiplication de leurs *Committees*, *Projects* et autres *think tanks* redondants, qui leur confèrent une sorte d'ubiquité, mais leur philosophie reste l'apanage d'un petit nombre.

► Deuxièmement, les néoconservateurs de la première génération sont tous issus majoritairement de la gauche, et même de l'extrême gauche trotskiste pour certains comme Irving Kristol, intellectuel phare du néoconservatisme et l'un des principaux rédacteurs de *Commentary*. C'est à la fin des années 60 que la rédaction de *Commentary* amorce son virage à droite en rompant avec la *New Left* pacifiste incarnée par George McGovern. Norman Podhoretz, le rédacteur en chef de *Commentary* de 1960 jusqu'à sa retraite en 1995, était militant anti-Vietnam jusqu'en 1967, pour devenir dans les années 70 un fervent avocat de l'augmentation du budget de la Défense, entraînant la rédaction dans son sillage. Dans les années 1980, il s'oppose à la politique de détente dans son livre *The Present Danger*. Il plaide pour l'invasion de l'Irak dans les années 90, et à nouveau au début des années 2000. En 2007, tandis que son fils John Podhoretz prend la relève comme rédacteur en chef de *Commentary*, il clame l'urgence d'une attaque américaine contre l'Iran.

► Troisièmement, contrairement aux chrétiens évangéliques avec qui ils s'associent volontiers, les néoconservateurs n'affichent pas leur judaïsme. Qu'ils aient été marxistes ou non, ils sont majoritairement non-religieux. La philosophie dont se revendiquent expressément les plus influents d'entre eux (Norman Podhoretz et son fils John, Irving Kristol et son fils William, Donald Kagan et son fils Robert, Paul Wolfowitz, Abram Shulsky) est celle de Leo Strauss, de sorte que les néoconservateurs se sont parfois définis eux-mêmes comme « *straussiens* ». Strauss, né d'une famille de juifs orthodoxes allemands, fut l'élève et le collaborateur de Carl Schmitt, politologue spécialiste de Thomas Hobbes, admirateur de Mussolini, théoricien d'une « *théologie politique* » dans laquelle l'État s'approprie les attributs de Dieu, et juriste attiré du Troisième Reich. Après l'incendie du Reichstag en février 1933, c'est Schmitt qui fournit le cadre juridique justifiant la suspension des droits et la mise en place de la dictature. C'est aussi Schmitt qui, en 1934, obtint personnellement de la *Rockefeller*

Foundation une bourse permettant à Leo Strauss de quitter l'Allemagne afin d'étudier Thomas Hobbes à Londres puis Paris, pour enfin enseigner à Chicago. Cette filiation n'est pas contestée par les straussiens.

La pensée de Leo Strauss est délicate à cerner, parce qu'il s'exprime moins souvent en son nom propre qu'en tant que commentateur des auteurs classiques. De plus, comme ses disciples Allan Bloom [4] ou Samuel Huntington, Strauss prend la précaution d'enrober ses idées les plus radicales de déclarations humanistes de principe. Néanmoins trois principes fondamentaux peuvent aisément être extraits de sa philosophie politique, peu différente de celle de Schmitt :

► Premièrement, les nations tirent leur force de leurs mythes, qui sont indispensables pour le gouvernement des peuples.

► Deuxièmement, les mythes nationaux n'ont pas de rapport nécessaire avec la réalité historique : ce sont des constructions culturelles que l'État a pour devoir de diffuser.

► Troisièmement, pour être efficace, tout mythe national doit être fondé sur une distinction claire entre le bien et le mal, car il tire sa force cohésive de la haine d'un ennemi de la nation. Comme l'admettent Abram Shulsky et Gary Schmitt [4], pour Strauss, « *la tromperie est la norme en politique* » [6] — règle qu'ils appliqueront en fabriquant, au sein de l'*Office of Special Plans* (OSP), le mensonge des armes de destruction massives de Saddam Hussein (voir plus loin).

Dans sa maturité, Strauss fut un grand admirateur de Machiavel, qu'il estime avoir mieux compris que quiconque. Dans ses *Réflexions sur Machiavel* [7], il se démarque des intellectuels qui tentent de réhabiliter le Florentin contre le sens commun qui le tient pour immoral. Strauss reconnaît au contraire l'immoralité absolue de Machiavel, dans laquelle il voit la source de son génie révolutionnaire : « *Nous sommes en sympathie avec l'opinion commune au sujet de Machiavel, non seulement parce qu'elle est entière, mais surtout parce que ne pas prendre cette opinion au sérieux nous empêcherait de faire justice à ce qui est vraiment admirable chez Machiavel : le caractère intrépide de sa pensée, la grandeur de sa vision et la subtilité gracieuse de son discours* » [8]. La pensée de Machiavel est si radicale et pure que ses implica-

tions ultimes ne pouvaient être livrées ouvertement : « *Machiavel ne pas aller jusqu'au bout de la route ; la dernière partie de la route doit être parcourue par le lecteur qui comprend ce qui est omis par l'auteur* » [9]. Strauss est le guide qui permet aux esprits dignes (ses élèves néoconservateurs) de suivre la route jusqu'au bout : « *Pour découvrir à partir de ses écrits ce qu'il considérait comme la vérité est difficile, mais n'est pas impossible* » [10]. La vérité profonde de Machiavel, que seul le philosophe (straussien) est capable de supporter n'est pas un soleil aveuglant mais un trou noir, un gouffre que seul le philosophe (straussien) est capable de contempler sans se transformer en bête : l'univers n'ayant que faire de l'espèce humaine et l'individu n'étant qu'une insignifiante poussière, il n'existe ni bien ni mal, et il est ridicule de se préoccuper du salut de son âme, plutôt que de la seule réalité qui puisse approcher l'immortalité : la nation. Machiavel est donc le parfait patriote, et le straussisme est la forme pure du machiavélisme, réservée au petit nombre.

Il existe des straussiens parmi les chantres de l'impérialisme américain, mais c'est à la cause d'Israël que se dévouent prioritairement les néoconservateurs. Ce qui les caractérise n'est pas le judaïsme en tant que tradition religieuse, mais le sionisme en tant que cause nationale — une cause qui implique non seulement la sécurité d'Israël, mais son expansion à toute la Palestine, le Grand Israël. Il est bien évident que, si le sionisme est synonyme de patriotisme en Israël, il ne saurait être une étiquette acceptable pour un mouvement politique aux États-Unis, où il signifierait une loyauté envers une puissance étrangère. C'est pourquoi les néoconservateurs ne s'affichent pas comme sionistes sur la scène politique états-unienne. Ils ne s'en cachent pas pour autant. Elliott Abrams, conseiller national de sécurité adjoint dans l'administration de Bush fils [11], a écrit dans son livre *La Foi ou la Peur, comment des juifs peuvent survivre dans une Amérique chrétienne* [12]. On trouverait difficilement une meilleure définition du sionisme, dont le corollaire est l'apartheid pratiqué contre les non-juifs de Palestine, défendu la même année par Douglas Feith dans ses *Réflexions sur le libéralisme, la démocratie et le sionisme*, prononcées à Jérusalem : « *Il y a une place dans le monde pour des nations non-ethniques et une autre place pour les nations ethniques.* » [13].

Si l'on est en droit de considérer les néoconservateurs comme sionistes, c'est surtout en constatant que leurs choix en politique étrangère ont toujours coïncidé parfaitement avec l'intérêt d'Israël (tel qu'ils le conçoivent), au point de susciter de légitimes questions sur leur loyauté première. L'intérêt d'Israël est depuis toujours compris comme dépendant de deux choses : l'immigration des juifs d'Europe de l'Est et le soutien financier des juifs de l'Ouest (américains et, dans une moindre mesure, européens). Jusqu'en 1967, l'intérêt national fait pencher Israël vers l'Union Soviétique, tandis que le soutien des juifs américains reste réservé. L'orientation socialiste et collectiviste du Parti travailliste, fondateur et majoritaire, l'y enclint, mais ses bonnes relations avec l'URSS d'alors s'expliquent surtout par le fait que l'immigration massive des juifs n'est possible que par le bon vouloir du Kremlin. Durant les trois années suivant le départ des Britanniques (1948), qui avaient jusque-là limité l'immigration par égard pour la population arabe, 200 000 juifs polonais réfugiés en URSS sont autorisés à s'installer en Palestine, tandis que d'autres affluent de Roumanie, Hongrie et Bulgarie.

Mais la guerre des Six Jours marque un tournant : en 1967, Moscou proteste contre l'annexion par Israël de nouveaux territoires en rompant ses relations diplomatiques avec Tel-Aviv et en stoppant soudain l'émigration de ses citoyens juifs, qui s'était pourtant accélérée dans les mois précédents. C'est à partir de cette date que *Commentary* devient, selon le mot de Benjamin Balint, « *le magazine polémique qui a transformé la gauche juive en une droite néoconservatrice* » [14]. Dès lors, les néoconservateurs prennent en effet conscience que la survie d'Israël — et si possible son expansion territoriale — dépend de l'aide et de la protection militaire états-unienne, et simultanément que le besoin en immigration ne pourra être comblé que par la chute du communisme. Ces deux objectifs convergent vers le besoin de renforcer la puissance militaire des États-Unis. C'est la raison pour laquelle, écrit Irving Kristol dans la revue de l'*American Jewish Congress* en 1973, il faut combattre la proposition de George McGovern de réduire le budget militaire de 30 % : « *C'est planter un couteau dans le cœur d'Israël. [...] Les juifs n'aiment pas les gros budgets militaires, mais il est maintenant dans l'intérêt des juifs d'avoir un grand et puissant appareil militaire aux États-Unis. [...]*

Les juifs américains qui se préoccupent de la survie de l'État d'Israël doivent dire 'non, nous ne voulons pas réduire le budget militaire, il est important de garder un gros budget militaire, afin de pouvoir défendre Israël' » [14]. On comprend mieux de quelle réalité voulait parler Kristol, lorsqu'il définissait, dans une formule célèbre, un néoconservateur comme « *un libéral qui a été confronté à la réalité* » [16].

À la fin des années 60, les néoconservateurs soutiennent la frange militariste du parti démocrate, dont la figure de proue, après la retraite de Lyndon Johnson, est le sénateur Henry Scoop Jackson, partisan de la guerre du Vietnam et opposé à toute idée de détente, concurrent de McGovern aux primaires de 1972. Richard Perle rédige l'amendement Jackson-Vanik, qui conditionne l'aide alimentaire à l'URSS à la libre émigration des juifs. C'est aussi au sein du bureau de Scoop Jackson que se forge l'alliance entre les néoconservateurs et le tandem Rumsfeld-Cheney, qui profite de la brèche du Watergate pour rejoindre le camp républicain et investir la Maison-Blanche. Perle place ses protégés Paul Wolfowitz et Richard Pipes à la tête du « Groupe B » (*Team B*), un conseil créé pour revoir à la hausse les estimations de la CIA sur la menace soviétique, dont le rapport malicieusement alarmiste, prônant une dramatique augmentation du budget de la Défense, est publié dans *Commentary* [17]. Durant la parenthèse Carter, les néoconservateurs s'associent aux chrétiens évangéliques, viscéralement anticommunistes et naturellement bien disposés à l'égard d'Israël, qu'ils voient comme un miracle divin préfigurant le retour du Christ. Grâce à la puissance de leurs *lobbies* et *think tank* (notamment l'*American Enterprise Institute for Public Policy Research* [18] et le *Hudson Institute*), les néoconservateurs jouent un rôle majeur dans l'élection de Ronald Reagan, qui les rétribue en nommant une douzaine d'entre eux à des postes touchant à la Sécurité nationale et la Politique extérieure : Richard Perle et Douglas Feith au *Department of Defense*, Richard Pipes au *National Security Council* [19], Paul Wolfowitz [20], Lewis « Scooter » Libby et Michael Ledeen au *State Department*. Ils œuvrent pour renforcer l'alliance des États-Unis avec Israël : en 1981, les deux pays signent leur premier pacte militaire, puis s'embarquent dans plusieurs opérations communes, certaines légales et d'autres clandestines comme le réseau de trafic

d'armes et d'opérations paramilitaires de l'affaire Iran-Contra. Anticommunisme et sionisme font maintenant si bien cause commune qu'en 1982, dans son livre *Le Vrai antisémitisme en Amérique* [21], le directeur de l'*Anti-Defamation League* Nathan Perlmutter peut assimiler le mouvement pacifiste aux « artisans de paix du Vietnam démодés, transmutant les épées en soc de char-rués » [22], à une forme nouvelle d'antisémitisme [23].

Avec la fin de la Guerre froide, l'intérêt national d'Israël change à nouveau. L'objectif prioritaire n'est plus la chute du communisme, mais l'affaiblissement des ennemis d'Israël. Les néoconservateurs vivent leur seconde conversion, de l'anticommunisme à l'islamophobie, et créent de nouveaux *think tanks* comme le *Washington Institute for Near East Policy* (WINEP) dirigé par Richard Perle, le *Middle East Forum* dirigé par Daniel Pipes (fils de Richard), le *Center for Security Policy* (CSP) fondé par Frank Gaffney, ou encore le *Middle East Media Research Institute* (Memri). En accédant à la présidence, cependant, Bush père tente de limiter l'influence de ceux qu'il nomme « les dingues » [24]. Il cultive des amitiés avec l'Arabie saoudite et n'est pas un ami d'Israël. Mais il est forcé d'accorder le poste de secrétaire à la Défense à Dick Cheney [24], qui s'entoure de Paul Wolfowitz et Scooter Libby. Ces deux hommes sont les auteurs d'un rapport secret du *Defense Planning Guidance*, fuité dans la presse [26], qui prône l'impérialisme, l'unilatéralisme et, si nécessaire, la guerre préventive « pour dissuader les compétiteurs potentiels de même aspirer à un rôle régional ou global plus grand » [27]. Avec l'aide d'un nouveau *Committee for Peace and Security in the Gulf*, co-présidé par Richard Perle, les néoconservateurs plaident, sans succès, pour le renversement de Saddam Hussein après l'opération *Tempête du désert* au Koweït. Déçus par le refus de Bush d'envahir l'Irak et par ses pressions sur Israël, les néoconservateurs sabotent ses chances de second mandat. Leur revanche sera complète lorsqu'ils feront élire son fils pour le contraindre à envahir l'Irak.

Entre-temps, durant les deux mandats du démocrate Bill Clinton, les néoconservateurs préparent leur retour. William Kristol, fils d'Irving, fonde en 1995 un nouveau magazine, le *Weekly Standard*, qui grâce au financement du très pro-Israël Rupert Murdoch devient immédiatement la voix dominante

des néoconservateurs. En 1997, ce sera la première publication à demander une nouvelle guerre contre Saddam Hussein. Avec leurs porte-voix Rumsfeld et Cheney, les néoconservateurs jettent toutes leurs forces dans un ultime *think tank*, le *Project for the New American Century* (PNAC). Le noble but que se donnent officiellement les fondateurs, William Kristol et Robert Kagan, est d'« étendre l'actuelle *Pax Americana* » [28], ce qui suppose « une armée qui soit forte et prête pour répondre aux défis présents et futurs » [29]. Dans son rapport de septembre 2000 intitulé *Reconstruire les défenses de l'Amérique* [30], le PNAC anticipe que les forces armées états-uniennes doivent conserver suffisamment de forces « capables de se déployer rapidement et de conduire victorieusement plusieurs conflits majeurs simultanés » [31]. Cela nécessite une transformation profonde, incluant un nouveau corps (« *U.S. Space Forces* ») pour le contrôle de l'espace et du cyberspace, et le développement d'« une nouvelle famille d'armes nucléaires destinée à faire face à de nouveaux besoins militaires » [32]. Malheureusement, reconnaissent les auteurs du rapport, « le processus de reconversion [...] sera vraisemblablement long, à moins d'un événement catastrophique jouant le rôle de catalyseur — comme un nouveau Pearl Harbor » [33]. Bien qu'à l'écart du gouvernement, les néoconservateurs y restent très écoutés.

Avec la désignation en 2000 de George W. Bush, fils de George H. W. Bush, une vingtaine de néoconservateurs du PNAC investissent de nombreux postes clés de la politique étrangère, grâce à Dick Cheney qui, après s'être choisi lui-même comme vice-président, a mission de former l'équipe de transition. Cheney se donne comme chef de cabinet Scooter Libby. David Frum, un proche de Richard Perle, devient le principal rédacteur des discours du président, tandis qu'Ari Fleischer, un autre néoconservateur, est attaché de presse et porte-parole de la Maison-Blanche. Cheney ne peut s'opposer à la nomination de Colin Powell comme secrétaire d'État, mais il lui impose comme collaborateur John Bolton, républicain sioniste d'extrême droite [34] secondé par le néoconservateur David Wurmser. Cheney fait nommer comme conseillère nationale de sécurité Condoleezza Rice [34], qui n'est pas à proprement parler néoconservatrice mais s'est attachée depuis des années l'un des néoconservateurs les plus agressifs, Philip Zelikow, comme expert pour le Proche-Orient et le terrorisme

(n'étant elle-même que spécialiste de l'Union soviétique et accessoirement pianiste virtuose) ; pour conseiller Rice sont également recrutés William Luti et Elliot Abrams (tous deux simultanément assistants du président), tandis que lui sera adjoint Eliot Cohen lorsqu'elle remplacera Powell au Département d'État en 2007. Mais c'est tout particulièrement depuis le Département de la Défense, confié à Donald Rumsfeld, que les trois néoconservateurs les plus influents vont pouvoir modeler la politique étrangère : Paul Wolfowitz, Douglas Feith et Richard Perle, ce dernier occupant le poste crucial de directeur du *Defense Policy Board*, chargé de définir la stratégie militaire. Ainsi, tous les néoconservateurs se trouvent à la place qu'ils préfèrent, celle de conseillers et éminences grises des présidents et ministres. Il ne manque plus que le « *nouveau Pearl Harbor* » du 11 septembre 2001 pour que les néoconservateurs puissent conduire les États-Unis vers les guerres impériales de leurs rêves. Avant le 11-Septembre, le rapport du PNAC demandait un budget annuel de la Défense de 95 milliards de dollars ; depuis la guerre en Afghanistan, les États-Unis dépensent 400 milliards par an, soit autant que le reste du monde combiné, tout en continuant de fournir la moitié des armes du marché mondial. Le 11-Septembre apparaît comme la validation du paradigme du « Choc des civilisations » [36] cher aux néoconservateurs.

Discours-miroirs

L'ouvrage publié en 2007 par John Mearsheimer et Stephen Walt, *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine* [37], a provoqué une onde de choc dans l'opinion publique américaine en dévoilant l'influence considérable des groupes de pression pro-Israël, dont le plus ancien est la *Zionist Organization of America* et le plus influent depuis les années 70, l'*American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC). « *Nous pensons, écrivent les auteurs, que les activités du lobby sont la principale raison pour laquelle les États-Unis poursuivent au Moyen-Orient une politique dénuée de cohérence, stratégique ou morale.* » La thèse des auteurs est incomplète, car ils n'évoquent pas le rôle joué à l'intérieur même de l'appareil d'État par les néoconservateurs, qui forment l'autre bras d'une tenaille dont les États-Unis sont maintenant prisonniers.

Les deux forces que constituent les crypto-sionistes infiltrés dans le gouvernement et la pression du lob-

by pro-Israël sur le Congrès agissent dans une collusion parfois criminelle, comme l'illustre l'inculpation en 2005 de Lawrence Franklin, membre de l'*Office of Special Plans*, pour avoir transmis des documents classés secret-défense à deux responsables de l'AIPAC, Steven Rosen et Keith Weissman, qui les transmirent à leur tour à un haut fonctionnaire d'Israël [38]. Franklin fut condamné à treize ans de prison (réduits par la suite à dix ans d'assignation à résidence), tandis que Rosen et Weissman furent acquittés. La plupart des néoconservateurs sont membres actifs du second lobby pro-Israël le plus puissant, le *Jewish Institute for National Security Affairs* (JINSA), auquel adhèrent également Dick Cheney, Ahmed Chalabi [39] et d'autres membres de la caballe ayant fomenté l'invasion de l'Irak. Colin Powell, selon sa biographe Karen DeYoung [40], pestait en privé contre le « *petit gouvernement à part* » [41] composé de « *Wolfowitz, Libby, Feith, and Feith's 'Gestapo office'* », qu'il nommait « *la foule du JINSA* » [42].

En 2011, son ancien directeur de cabinet Lawrence Wilkerson [43] dénonça ouvertement la duplicité des néoconservateurs : « *Je regardais beaucoup de ces gars, y compris Wurmser, comme des membres du Likoud, comme je l'avais fait avec Feith. Vous ne voudriez pas ouvrir leur portefeuille et y trouver une carte du parti, mais je me suis souvent demandé si leur allégeance première était envers leur pays ou envers Israël. C'est ce qui me troublait, parce qu'ils en ont tant fait et tant dit qui reflétait plus les intérêts d'Israël que les nôtres* » [44]. De fait, un nombre significatif de néoconservateurs sont citoyens israéliens, ont de la famille en Israël ou y ont résidé eux-mêmes. Certains sont ouvertement proches du Likoud, le parti au pouvoir en Israël, et plusieurs ont même été officiellement conseillers de Benyamin Netanyahou. Nombre d'entre eux sont régulièrement félicités par la presse israélienne pour leur action en faveur d'Israël, comme Paul Wolfowitz, nommé « *Man of the Year* » par le très pro-Likoud *Jerusalem Post* en 2003, et « *la voix pro-Israélienne la plus belliciste de l'Administration* » [44] par le quotidien juif américain *The Forward*.

Aussi dérangeante soit-elle, la duplicité des néoconservateurs est une conclusion aujourd'hui largement partagée, sinon publiquement dénoncée, par un grand nombre d'observateurs. Le sociologue James Petras voit en eux le fer de lance d'une *nébuleuse*

du pouvoir sioniste dans son livre *Le sionisme, le militarisme et le déclin du pouvoir US* [46]. Jonathan Cook argue dans *Israël et le choc des civilisations : Irak, Iran et le plan de remodelage du Proche-Orient* [47] (2008) que la « guerre contre la terre » des néoconservateurs a pour but véritable de faire d'Israël la seule puissance au Proche-Orient. La démonstration de cette duplicité a été faite également par Stephen Sniegowski parvient à la même conclusion dans *La Cabale transparente : l'agenda néoconservateur, la guerre au Proche-Orient et l'intérêt national d'Israël* [48]. À ces trois livres publiés en 2008, nous empruntons l'essentiel de ce qui suit. La démonstration de la duplicité des néoconservateurs repose sur la coïncidence entre la fondation du PNAC en 1996 et la publication par le think-tank israélien *Institute for Advanced Strategic and Political Studies*, d'un rapport intitulé *Une rupture propre : une nouvelle stratégie pour sécuriser le royaume [d'Israël]* [49]. Le rapport, adressé au Premier ministre nouvellement élu Benjamin Netanyahu, l'invite « à mobiliser toutes les énergies possibles pour la reconstruction du sionisme » [50] ce qui suppose de rompre avec le processus d'Oslo, c'est-à-dire abandonner la politique « paix contre terre » de restitution des territoires occupés, et réaffirmer le droit d'Israël sur la Cisjordanie et la Bande de Gaza. « Notre revendication de la terre — à laquelle nous nous sommes accrochés par un espoir de 2000 ans — est légitime et noble. [...] Seule l'acceptation inconditionnelle par les Arabes de nos droits, en particulier dans leur dimension territoriale, "la paix pour la paix", est une base solide pour l'avenir. » [51]

Les auteurs de *Rupture nette* engagent donc le Premier ministre israélien à adopter une politique d'annexion territoriale contraire non seulement à la position officielle des États-Unis et des Nations Unies depuis toujours, mais contraire également au discours officiel d'Israël. Alors même qu'il signe en septembre 1999 la « Feuille de route » devant aboutir à un État palestinien et poursuit dans cette voie au sommet de Camp David en juillet 2000, Netanyahu suit les conseils de *Rupture nette* et travaille secrètement à saboter ce processus. Netanyahu a alors pour ministre des Affaires étrangères Ariel Sharon, qui qualifie ouvertement les Accords d'Oslo de « suicide national » et se prononce pour les « frontières bibliques », c'est-à-dire un Grand Israël ne laissant aucune terre aux Palestiniens : « Tout le

monde doit se précipiter et s'emparer de toutes les collines qu'il peut pour élargir les colonies parce que tout ce que nous prendrons maintenant restera à nous » [52], déclare-t-il le 15 novembre 1998. En 1999, Sharon succède à Netanyahou, qui devient à son tour ministre des Affaires étrangères. Le 28 mars 2001, la diplomatie internationale a placé la paix au Proche Orient à portée de main : 22 nations réunies à Beyrouth sous l'égide de la Ligue Arabe s'engagent à reconnaître Israël sous condition d'application de la Résolution 242. Mais le jour suivant, l'armée israélienne envahit Ramallah et assiège Yaser Arafat dans son QG, au mépris des protestations de la communauté internationale. Six mois plus tard, le 11-Septembre enterrera définitivement le processus de paix.

Au-delà de cette politique locale, *Rupture nette* présente un plan permettant à Israël de « modeler son environnement stratégique », en commençant par « retirer Saddam Hussein du pouvoir en Irak », puis en affaiblissant la Syrie et le Liban, et finalement l'Iran.

« Richard Perle est un traître, il n'y a aucune autre manière de la qualifier » affirmait le journaliste Seymour Hersh dans The New Yorker (17 mars 2003), en évoquant ses mensonges flagrants sur l'Irak (Perle répondit sur CNN que Hersh « est la chose la plus proche que le journalisme américain a avec un terroriste »). En 1970, une écoute du FBI avait surpris Perle transmettant à l'ambassade d'Israël des informations classifiées obtenues de Hal Sonnenfeldt, membre du Conseil de sécurité nationale. Perle travailla pour la firme d'armement israélienne Soltam, avant de conseiller le premier ministre israélien. Il passe ses vacances dans sa villa de Gordes, dans le Lubéron.

Ce qui est remarquable dans ce rapport, c'est qu'il s'agit d'un manifeste politique et stratégique destiné au gouvernement israélien, écrit par des citoyens à double nationalité [53] qui sont simultanément auteurs du manifeste du PNAC et qui deviendront quatre ans plus tard décideurs de la politique étrangère américaine : l'équipe qui a produit *Clean Break* est en effet dirigée par Richard Perle, futur président du *Defense Policy Board* au Pentagone [54], et compte également Douglas Feith, futur sous-secrétaire à la Défense chargé de la politique, et David Wurmser, qui intégrera le Département d'État, ainsi que son épouse Meyrav. Autrement dit,

ceux qui en Israël soutiennent le Likoud et conseillent à Netanyahou une politique sioniste d'annexion des territoires palestiniens, vont ensuite conseiller Bush sur les questions de stratégie militaire au Proche-Orient. Il n'est pas étonnant de constater que les conseils sont les mêmes, et que le programme suggéré à Netanyahou, comme le renversement de Saddam, a été implémenté en partie par les États-Unis.

S'il y a des différences entre le rapport *Rupture nette* écrit pour le gouvernement israélien en 1996 et le rapport *Reconstruire les défenses de l'Amérique* écrit par les mêmes pour le gouvernement états-unien en 2000, ce n'est pas dans le programme, mais dans les raisons avancées.

Premièrement, *Rupture nette* ne présente pas l'Irak comme une menace, mais au contraire comme le maillon faible des ennemis d'Israël, le moins dangereux et le plus facile à briser. Dans un document faisant suite à *Rupture nette* intitulé *Faire face aux États qui s'écroulent : une stratégie d'équilibre occidental et israélien des pouvoirs pour le Levant* [54], David Wurmser souligne la fragilité des États du Proche-Orient, et en particulier de l'Irak : « *L'unité résiduelle de la nation est une illusion projetée par la répression extrême de l'État* » [56]. C'est donc la même action qui est conseillée à Israël et aux États-Unis, mais pour des raisons opposées. La faiblesse de l'Irak, qui est pour Israël la raison de l'attaquer en premier, ne constitue pas une raison valable pour les États-Unis : on présente donc l'Irak aux États-Unis comme une menace mortelle pour leur pays. Netanyahou signera lui-même un article dans le *Wall Street Journal* en septembre 2002, sous le titre « *Le dossier pour renverser Saddam* » [57], décrivant Saddam comme « *un dictateur qui développe son arsenal d'armes biologiques et chimiques, qui a utilisé ces armes de destruction massive contre son propre peuple et ses voisins, et qui essaye fébrilement d'acquérir des armes nucléaires* » [58]. Rien d'une telle menace n'est mentionné dans les documents israéliens internes, qui ne font pas davantage état d'une quelconque connexion de l'Irak avec Al-Qaïda, ni d'ailleurs d'Al-Qaïda en général.

Deuxième différence fondamentale entre la stratégie conseillée aux Israéliens et la propagande vendue aux États-Unis par les mêmes auteurs : tandis que la seconde met en avant, d'une part, l'intérêt sécuritaire des États-Unis, d'autre part, le noble

idéal de répandre la démocratie au Proche-Orient, la première ignore ces deux thèmes. Les bouleversements envisagés par les auteurs de *Rupture nette* ne sont censés apporter aucun bienfait au monde arabe. Au contraire, l'objectif est clairement d'affaiblir les ennemis d'Israël en aiguissant les conflits ethniques, religieux et territoriaux entre les pays et à l'intérieur de chaque pays. Ce que recommande *Rupture nette* pour l'Irak, par exemple, n'est nullement la démocratie mais la restauration d'une monarchie pro-occidentale. Un tel objectif était évidemment secondaire pour les États-Unis, mais l'objectif accompli à la place par Lewis Paul Bremer à la tête de la *Coalition Provisional Authority* (CPA) en 2003, à savoir la destruction des infrastructures militaires et civiles au nom de la « *dé-Baassification* », fut un succès du point de vue du Likoud. Sous la responsabilité de Bremer, 9 milliards de dollars disparaîtront en fraudes, corruption et malversations, selon un rapport de l'Inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Irak, Stuart Bowen, publié le 30 janvier 2005. Rappelons que Bremer est aussi celui qui, deux heures à peine après l'effondrement des tours jumelles le 11 septembre 2001, se trouvait sur le plateau de la chaîne NBC en tant que président de la *National Commission on Terrorism*, pour expliquer, d'un ton calme et assuré : « *Ben Laden était impliqué dans le premier attentat contre le World Trade Center [en 1993], dont l'intention était de faire exactement ce qui s'est passé ici, c'est-à-dire l'effondrement des tours. Il est assurément un suspect majeur. Mais il y en a d'autres au Moyen-Orient, et il y a au moins deux États, l'Iran et l'Irak, qui doivent au moins rester sur la liste des principaux suspects* » [59]. Par ce discours bien calibré, Bremer inscrivait non seulement l'événement dans l'histoire en rappelant les attentats de 1993 contre le *World Trade Center*, mis arbitrairement sur le compte de Ben Laden ; en plus, il écrivait déjà l'histoire future en annonçant aux États-Unis les deux guerres majeures auxquelles ils devaient désormais s'attendre. Lorsque le journaliste de NBC, dans une réplique téléguidée, faisait un parallèle avec Pearl Harbor, le jour qui a changé la vie de la génération précédente, Bremer confirmait : « *C'est le jour qui va changer nos vies. C'est le jour où la guerre a été déclarée par les terroristes contre les États-Unis [...] a été amenée aux États-Unis* » [60].

La différence entre le discours israélien de Perle, Feith et Wurmser et leur discours états-unien trouve son explication dans le document israélien lui-même, qui recommande à Netanyahou de présenter les actions israéliennes dans « *un langage familier aux Américains en puisant dans les thèmes des administrations américaines pendant la Guerre froide qui s'appliquent bien à Israël* » [61]. Le gouvernement de Netanyahou devrait « *promouvoir les valeurs et les traditions occidentales. Une telle approche [...] sera bien accueillie aux États-Unis* » [62]. Les valeurs morales ne sont donc évoquées qu'à titre utilitaire pour mobiliser les États-Unis. Enfin, tandis que les auteurs du rapport israélien insistent sur l'importance de gagner la sympathie et le soutien des États-Unis, ils affirment en même temps qu'un des buts ultimes de leur stratégie est de libérer Israël des pressions et de l'influence des États-Unis : « *Une telle autonomie donnera à Israël une plus grande liberté d'action et supprimera un moyen de pression significatif utilisé par les États-Unis contre lui par le passé* » [63].

Faire passer la menace contre Israël pour une menace contre les États-Unis permet de faire mener la guerre d'Israël par les États-Unis. Dans leur livre *La Fin du Mal* (2003) [64], Richard Perle et David Frum s'emploient à faire intérioriser par les États-Unis les peurs des Israéliens, par exemple lorsqu'ils clament l'urgence de « *mettre fin à ce mal avant qu'il ne tue à nouveau et à une échelle génocidaire. Il n'y a pas de voie médiane pour les Américains : C'est la victoire ou l'holocauste* » [64]. Mais il est impossible à quiconque d'être constamment hypocrite, et il arrive à tout néoconservateur de livrer imprudemment sa pensée en public. C'est ce qui est arrivé à Philip Zelikow, le conseiller de Condoleezza Rice et directeur exécutif de la Commission sur le 11-Septembre, lâchant au sujet de la menace irakienne durant une conférence à l'Université de Virginie le 10 septembre 2002 : « *Pourquoi l'Irak attaquerait-il l'Amérique ou utiliserait-il des armes nucléaires contre nous ? Je vais vous dire ce qui est, à mon avis, la véritable menace, et qui l'a été depuis 1990 : c'est la menace contre Israël. C'est la menace qui n'ose pas dire son nom, parce que les Européens ne ne préoccupent pas beaucoup de cette menace, je vous le dis franchement. Et le gouvernement américain ne veut pas trop s'appuyer sur elle rhétoriquement, parce que ce n'est pas un thème vendeur* » [66]. Tout est dit : il faut

entraîner les USA à faire la guerre aux ennemis d'Israël, et pour cela convaincre les États-Unis que les ennemis d'Israël sont leurs ennemis.

Interrogé au lendemain du 11-Septembre sur ses conséquences dans les relations entre les États-Unis et Israël, Benjamin Netanyahou déclare : « C'est très bien [...] cela va générer immédiatement de la sympathie [...], renforcer les liens entre les deux peuples. » (source : A Day of Terror : The Israelis, par James Bennet, The New York Times, 12 septembre 2001).

De surcroît, il faut que les États-Unis croient que ces ennemis détestent leur pays pour ce qu'il incarne (la démocratie, la liberté, etc.), et non en raison de son soutien à Israël, alors que telle est bien en réalité la principale cause du ressentiment contre les États-Unis dans le monde musulman. Les signataires d'une lettre du PNAC adressée au président Bush le 3 avril 2002 (incluant William Kristol, Richard Perle, Daniel Pipes, Norman Podhoretz, Robert Kagan, James Woolsey) iront jusqu'à prétendre que le monde arabe hait Israël parce qu'elle est l'amie des États-Unis, plutôt que l'inverse : « *Personne ne doit douter que les États-Unis et Israël partagent un ennemi commun. Nous sommes tous deux la cible de ce que vous avez nommé à juste titre un 'Axe du Mal'. Israël est ciblé en partie parce qu'il est notre ami, et en partie parce c'est une île de liberté et de principes démocratiques — des principes américains — dans un océan de tyrannie, d'intolérance et de haine* » [67]. Le 20 septembre 2001, Netanyahou propagea la même falsification historique lors d'une audition au Congrès : « *Aujourd'hui, nous sommes tous Américains [...] Pour les Ben Laden du monde entier, Israël est simplement une cible collatérale. La cible, c'est l'Amérique* » [68]. Trois jours plus tard, c'est *The New Republic* qui titrait, au nom des États-Unis : « *Nous sommes tous Israéliens maintenant* » [69]. La propagande post-11-Septembre a créé une relation émotionnellement fusionnelle. À tort, les États-Unis ont vécu le 11-Septembre comme l'expression d'une haine à leur égard de la part du monde arabe, et en ont éprouvé une sympathie immédiate pour Israël, que les néoconservateurs exploitent sans relâche, comme Paul Wolfowitz déclarant le 11 avril 2002 : « *Depuis le 11-Septembre, nous autres Américains avons une chose en commun avec les Israéliens. En ce jour l'Amérique fut frappée par des attentats-suicides. À*

ce moment-là, chaque Américain comprit ce que signifiait vivre à Jérusalem, ou Netanya ou Haïfa. Et depuis le 11-Septembre, les Américains savent maintenant pourquoi nous devons nous battre et gagner la guerre contre le terrorisme » [70].

L'un des buts évidents est de faire passer, aux yeux des États-Unis, l'oppression des Palestiniens pour une lutte contre le terrorisme islamique. En effet, comme le dit le professeur Robert Jensen : « *Depuis l'attentat du 11-Septembre contre les États-Unis, la stratégie de communication d'Israël a été de présenter toute action palestinienne, violente ou non, comme du terrorisme. Dans la mesure où ils y sont parvenus, ils ont relooké leur occupation militaire illégale comme faisant partie de la guerre de l'Amérique contre le terrorisme » [71].* Le 4 décembre 2004, le Premier ministre Ariel Sharon justifia sa brutalité contre les habitants de la Bande de Gaza en prétendant qu'Al-Qaïda y avait établi une base. Mais le 6 décembre, le chef de la Sécurité Palestinienne Rashid Abu Shbak livre dans une conférence de presse les traces téléphoniques et bancaires qui prouvent que les services secrets d'Israël ont eux-mêmes tenté de créer de fausses cellules Al-Qaïda dans la Bande de Gaza, en y recrutant des Palestiniens au nom de Ben Laden. Les recrues avaient reçu de l'argent et des armes (défectueuses) et, après cinq mois d'endoctrinement, furent chargés de revendiquer un prochain attentat en Israël au nom du « Groupe d'Al-Qaïda à Gaza ». Les services israéliens prévoyaient, semble-t-il, de monter eux-mêmes un attentat contre leur population et de le faire revendiquer par leur fausse cellule Al-Qaïda, afin de justifier des représailles .

En avril 2003, un rapport intitulé *Israeli Communications Priorities 2003*, commandé à l'agence de communication *Luntz Research Companies & the Israel Project* par la *Wexler Foundation*, organisme sioniste spécialisée dans les échanges culturels, offre des recommandations linguistiques pour « *intégrer l'histoire et la communication, et s'en servir de leviers, dans l'intérêt d'Israël » [72]* auprès de l'opinion états-unienne [73]. Il est conseillé par exemple de continuer à évoquer aussi souvent que possible « *Saddam Hussein* », qui sont à la fois « *les deux mots qui unissent Israël à l'Amérique* » et « *les deux mots qui sont actuellement sans doute les plus honnis de la langue anglaise* » [74]. « *Durant une année à venir — une année ENTIERE — vous devriez invoquer le nom*

de Saddam Hussein et rappeler qu'Israël a toujours été solidaire des efforts américains en vue de débarrasser le monde de ce dictateur cruel et de libérer son peuple » [74]. Le rapport suggère en outre d'établir de manière répétée un parallèle entre Saddam Hussein et Yasser Arafat [76]. Sophistication suprême : Michael Ledeen conteste dans son livre *La Guerre contre les maîtres de la terreur* (2003) [77] l'idée commune que la paix en Palestine est la condition pour la paix au Proche-Orient. Au contraire, « *Si nous détruisons les maîtres de la terreur à Bagdad, Damas, Téhéran et Riyad, nous pourrions avoir une chance de négocier une paix durable en Palestine* » [78].

Vers la Quatrième Guerre mondiale

Au lendemain des attentats du 11-Septembre, Le Monde intitule son éditorial « Nous sommes tous Américains »

Les néoconservateurs ont tenté d'exploiter le traumatisme du 11-Septembre, dont ils sont les architectes, pour mobiliser les États-Unis contre une longue liste de pays arabes et musulmans, y compris leurs alliés historiques. L'Irak est le premier visé. Depuis la première guerre du Golfe, les néoconservateurs n'ont cessé de vilipender le régime de Saddam Hussein et d'appeler à son renversement. David Wurmser, par exemple, publie en 1999, après d'autres livres virulents contre les pays musulmans, *Allié de la tyrannie : l'échec de l'Amérique à vaincre Saddam Hussein* [79]. En 2000, l'*American Enterprise Institute* publie *Étude d'une vengeance : la première attaque contre le World Trade Center et la guerre de Saddam Hussein contre l'Amérique* [80], dont l'auteur, Laurie Mylroie, se dit redevable à Scooter Libby, David Wurmser, John Bolton, Michael Ledeen, et par-dessus tout à Paul Wolfowitz et son épouse Clare Wolfowitz, membre elle aussi de l'AEI. Mylroie n'hésite pas à dénoncer Saddam Hussein comme le cerveau du terrorisme anti-américain, lui attribuant sans preuve l'attentat de 1993 contre le World Trade Center, l'attentat d'Oklahoma City en 1995 et l'attaque contre le USS Cole au Yémen en 2000. Ce qui menace les États-Unis serait selon elle « *une guerre secrète terroriste, conduite par Saddam Hussein* » [81], le terrorisme anti-américain étant en réalité « *un épisode dans un conflit qui a débuté en août 1990, lorsque l'Irak a envahi le Koweït, et qui n'a pas pris fin* » [82]. Richard Perle décrit ce livre

comme « *magnifique et tout à fait convainquant* » [83].

Dès le 19 septembre 2001, Richard Perle réunit son *Defense Policy Board* en compagnie de quelques néoconservateurs comme Paul Wolfowitz et Bernard Lewis (inventeur avant Huntington de la prophétie auto-réalisatrice du « *choc des civilisations* »), mais en l'absence de Colin Powell et de Condoleezza Rice. L'assemblée s'accorda sur le besoin de renverser Saddam Hussein dès la fin de la phase initiale de la guerre en Afghanistan. Ils préparent une lettre pour Bush, rédigée sous entête du PNAC et lui rappelant sa mission historique : « *même si les preuves manquent d'un lien direct entre l'Irak et l'attaque, toute stratégie visant l'éradication du terrorisme et de ses sponsors doit inclure un effort déterminé pour renverser Saddam. Ne pas entreprendre cet effort reviendrait à abandonner dès le départ, et de manière peut-être décisive, la guerre contre le terrorisme international* » [84]. L'argument d'un lien entre Saddam et Al-Qaïda est ici relativisée et, dans l'été 2002, le président Bush et le Premier ministre britannique Tony Blair se contenteront d'évoquer conjointement des « *liens larges* » [84] entre le régime de Saddam et Al-Qaïda. Perle, par contre, n'en démordra pas, affirmant, contre toute évidence, que Mohamed Atta, le prétendu meneur des terroristes du 11-Septembre, aurait rencontré le diplomate irakien Ahmed Khalil Ibrahim Samir à Prague en 1999. Le 8 septembre 2002 à Milan, Perle lâchera même ce scoop au quotidien italien *Il Sole 24 Ore* : « *Mohammed Atta a rencontré Saddam Hussein à Bagdad avant le 11-Septembre. Nous en avons la preuve* ». Il se gardera de répéter cette allégation ridicule aux États-Unis.

La rumeur d'un lien entre Saddam et Al-Qaïda est finalement abandonnée au profit d'un *casus belli* plus élaboré : la menace que ferait peser sur le monde le stock d'armes de destruction massive détenu par Saddam. Pour faire passer cet autre mensonge, Cheney et Rumsfeld renouvellent la stratégie gagnante de la *Team B*, consistant à doubler la CIA par une structure parallèle chargée de produire le rapport alarmiste dont ils ont besoin : cette structure sera le Bureau des plans spéciaux (OSP), unité spéciale au sein du Bureau Proche-Orient et Asie du Sud-Est (NESA) du Pentagone [86]. Surnommée « *la Cabale* », l'OSP est contrôlée par les néoconservateurs William Luti, Abram Shulsky, Douglas

Feith et Paul Wolfowitz. Le lieutenant-colonel Karen Kwiatkowski, qui travaillait pour le NESA à cette époque, témoigne en 2004 de l'incompétence des membres de l'OSP, qu'elle a vu « *usurper des évaluations chiffrées et soigneusement considérées, et par des suppressions et distorsions des analyses de renseignement, transmettre des mensonges au Congrès et au bureau exécutif du président* » [87].

En 2003, dès qu'il devient apparent qu'aucune arme de destruction massive ne se trouve en Irak, les néoconservateurs répercutent les allégations ridicules d'Ariel Sharon, qui affirme que l'Irak les a transférées secrètement en Syrie, ainsi que ses savants nucléaires. Le 11 novembre 2003, le Congrès vote la *Loi pour que la Syrie rende des comptes et pour que la souveraineté libanaise soit restaurée* [88], imposant des sanctions économiques « *pour que la Syrie cesse de soutenir le terrorisme, mette fin à son occupation du Liban, et arrête le développement d'armes de destruction massive* » [89]. L'agression contre la Syrie ne sera déclenchée qu'en 2011, sous le déguisement d'une guerre civile, mais elle était préméditée au moins depuis février 2000, lorsque David Wurmser, dans un article intitulé « *Il faut vaincre la Syrie, pas l'apaiser* » [90], appelait de ses vœux le conflit qui fera que « *bientôt la Syrie sera saignée à mort* » [91].

Depuis le 11-Septembre, l'Iran est également dans la ligne de mire des néoconservateurs, qui font écho au Premier ministre israélien Ariel Sharon, déclarant l'Iran « *Centre de la terreur mondiale* » dans un entretien au *Times de Londres* du 2 novembre 2002, et appelant à un bombardement états-unien sur l'Iran « *le jour qui suivra l'invasion américaine de l'Irak* ». Certains néoconservateurs comme Kenneth Timmerman, membre dirigeant du JINSA, prétendent que l'Iran a protégé Ben Laden et collaboré avec Al-Qaïda [92]. Au printemps 2008, le président Bush accuse l'Iran de soutenir l'insurrection en Irak : « *Le régime de Téhéran doit faire un choix [...] Si l'Iran fait le mauvais choix, l'Amérique agira pour protéger ses intérêts, ses troupes et ses partenaires irakiens* » [93]. Il faut pourtant rappeler que le 4 mai 2003, le gouvernement iranien a transmis à Washington, par l'intermédiaire de l'ambassadeur suisse à Téhéran, une proposition connue sous le nom de « *grand marchandage* » par laquelle l'Iran, en échange de la levée des sanctions économiques à son encontre, s'engageait à coopérer avec les États-

Unis pour stabiliser l'Irak et y établir une démocratie laïque, et se disait prêt à d'autres concessions incluant la paix avec Israël. Powell fut empêché par Bush et Cheney de répondre favorablement à cette demande. Ainsi, résume son chief of staff Lawrence Wilkerson : « *La Cabale secrète obtenait ce qu'elle voulait : pas de négociations avec Téhéran* » [94]. Enfin, l'Iran est mis en accusation pour son programme de recherche nucléaire civil, qui serait secrètement militaire. Depuis la publication en 2005 d'un premier rapport *National Intelligence Estimate* (NIE) sur le nucléaire iranien, qui conclut à un probable objectif militaire, il ne se passe guère de semaine sans que la menace ne soit mentionnée dans les journaux télévisés. Pendant ce temps, rien n'est murmuré du programme israélien, illégal et toujours inavoué, qui a doté Israël d'un stock de plusieurs centaines de bombes atomiques. Le fait qu'en novembre 2007 un nouveau rapport NIE [94] ait revu le danger iranien à la baisse montre que le niveau d'alerte entretenu ne fait que refléter les rapports de forces à l'intérieur de l'appareil d'État, les estimations alarmistes répondant aux injonctions des néoconservateurs, tandis que les estimations prudentes expriment la voix du commandement militaire, peu enclin à une nouvelle guerre après la mésaventure irakienne [96].

Parallèlement, de faux prétextes de guerre sont régulièrement créés. On sait grâce à Gwennyth Todd, conseillère sur le Proche-Orient attachée à la Cinquième flotte de l'US Navy stationnée dans le Golfe persique, qu'à peine nommé commandant de cette flotte en 2007, le vice-amiral Kevin Cosgriff ordonna des manœuvres agressives de ses portes-avions et autres navires dans le but de faire paniquer les Iraniens pour qu'un tir de leur part permette de déclencher la guerre voulue par le lobby pro-Israël. Cosgriff voulait « *mettre une armada virtuelle sur le seuil de l'Iran, sans prévenir* » [97], sans même en avertir Washington [98]. Le 6 janvier 2008, le Pentagone annonce que des vedettes iraniennes ont fait feu sur les navires états-uniens USS Hooper et USS Port Royal en patrouille dans le détroit d'Ormuz, tout en émettant des messages de menace tels que : « *Je viens vers vous* » et « *Vous allez exploser dans deux minutes.* » Les télévisions montrèrent l'un des bateaux iraniens déposant de petits objets blancs dans l'eau, présentés comme des mines. Évoquant cet incident exceptionnellement « *provocant et dramatique* », le chef d'état-major inter-

armes Mike Mullen se dit préoccupé par « *la menace posée par l'Iran* » et notamment « *la menace de miner les détroits* » et se dit prêt à utiliser s'il le faut « *la force léthale* ». En réalité, l'incident était totalement faux. Les vedettes iraniennes, qui patrouillent quotidiennement cette zone et y croisent régulièrement des navires états-uniens, n'avaient émis aucune menace. Le vice-amiral Cosgriff admit que les équipages US n'avaient rien noté d'inquiétant, les vedettes iraniennes ne possédant « *ni missiles anti-navires, ni les torpilles.* » Les messages radios menaçants n'émanaient pas de ces navires : « *Nous ne savons pas d'où ils venaient* » admit la porte-parole de la Cinquième Flotte Lydia Robertson.

Les élections iraniennes de 2009 et la contestation qui s'en suivit à Téhéran furent l'occasion d'une nouvelle guerre psychologique utilisant les réseaux sociaux par internet et relayée par les médias américains. En quelques jours, la mort d'une jeune femme durant les manifestations est exploitée comme symbole de l'oppression du régime islamique. Neda Agha-Soltan aurait été tuée le 20 juin 2009 par un sniper de la milice paramilitaire, alors qu'elle venait de sortir de voiture avec son professeur de musique. La vidéo de son agonie filmée en direct par téléphone portable fait instantanément le tour du monde sur Facebook puis YouTube. Plusieurs rassemblements ont lieu en son honneur dans le monde. On parle de lui décerner le Prix Nobel de la Paix. Son fiancé, un photographe du nom de Caspian Makan, rencontre Shimon Pères en Israël et lui déclare : « *Je viens à Israël comme un ambassadeur du peuple iranien, un messenger du camp de la paix.* » Il ajoutera : « *Je n'ai aucun doute que l'esprit et l'âme de Neda était avec nous lors de cette rencontre présidentielle* ». Malheureusement, les invraisemblances s'accroissent :

1] il existe en fait trois vidéos de l'agonie de Neda, qui ressemblent à plusieurs « *prises* » de la même scène ;

2) le visionnage image par image montre que la jeune fille a le réflexe de mettre sa main à terre pour amortir sa chute. Son système nerveux central continue à fonctionner preuve qu'elle n'a pas été blessée par balle ;

3) le même visionnage montre que son visage est ensanglanté au moyen d'une poche de sang insuffisamment dissimulée dans la paume de la main ;

4) Une interview à la BBC du médecin qui assista à sa mort est truffée de contradictions ;

5) L'autopsie a conclu que Neda avait été tuée à bout portant (elle a donc été tuée par ses « amis » durant son transport à l'hôpital) ;

6) Enfin, le visage devenu icône planétaire est en réalité celui d'une autre jeune fille, Neda Soltani. Celle-ci tenta en vain de faire supprimer sa photo sur le net, et, sentant sa vie en danger, s'est résignée à s'expatrier en Allemagne, où elle écrit un livre, *Mon visage volé*.

Parmi les pays visés par les néoconservateurs après le 11-Septembre se trouve aussi l'Arabie saoudite. Sa mise en accusation est inscrite dans le scénario du 11-Septembre, par le fait qu'Oussama Ben Laden et 15 des 19 prétendus pirates de l'air sont Saoudiens. C'est David Wurmser qui ouvre les hostilités dans le *Weekly Standard* avec un article intitulé « *La connexion saoudienne* » [99] prétendant que la famille royale est derrière l'attentat. Le *Hudson Institute*, l'un des bastions des néoconservateurs, mène depuis longtemps une virulente campagne de diabolisation de la dynastie saoudienne, sous la houlette de son co-fondateur Max Singer (aujourd'hui directeur de recherche au *Institute for Zionist Strategies* à Jérusalem). En juin 2003, l'institut sponsorise un séminaire intitulé *Les discours sur la démocratie : l'Arabie saoudite, ami ou ennemi ?* [100], où toutes les interventions suggèrent que « *ennemi* » est la bonne réponse. Un événement spécial salue la sortie du livre *Le Royaume de la haine : comment l'Arabie saoudite soutient le nouveau terrorisme global* [101], de l'Israélien Dore Gold, qui a été conseiller de Netanyahou et Sharon et ambassadeur d'Israël aux Nations Unies. Le 10 juillet 2002, le néoconservateur franco-américain Laurent Murawiec, membre du *Hudson Institute* et du *Committee on the Present Danger*, intervient devant le *Defense Policy Board* de Richard Perle pour expliquer que l'Arabie saoudite représente « *le noyau du mal, la force motrice, l'adversaire le plus dangereux* » [102], et recommander que les États-Unis l'envahissent, l'occupent et le morcellent. Il résume sa « *Grande stratégie pour le Proche-Orient* » par ces mots : « *L'Irak est le pivot tactique. L'Arabie Saoudite est le pivot stratégique. L'Égypte est le prix.* » [103] Murawiec est l'auteur de plusieurs ouvrages de diabolisation des Saoud, dont *Les Princes des Ténèbres : l'assaut des Saoudiens contre l'Occident* [104]. Le résumé d'éditeur

de son livre français *La guerre au XXI^e siècle* mérite d'être cité : « *Le royaume a protégé pendant des années Ben Laden, formé d'ailleurs à l'origine par une unité spéciale de la CIA. La dynastie des Saoudiens a financé en connaissance de cause le terrorisme en soutenant des centaines d'organismes islamiques soi-disant humanitaires. Le pouvoir royal a réussi au fil des ans à infiltrer des agents d'influence au plus haut niveau de l'administration américaine et à organiser un efficace lobby intellectuel qui contrôle désormais plusieurs universités du pays parmi les plus prestigieuses.* »

Bien qu'omniprésents dans le gouvernement Bush, les néoconservateurs sont, en fait, les principaux inspirateurs de la contestation *soft* du 11-Septembre, représentée en France par le journaliste Éric Laurent [104], qui admet la responsabilité d'Al-Qaïda mais concentre ses recherches sur les liens entre les Bush, les Saoud et les Ben Laden. Dans leur livre déjà cité, *La Fin du Mal* (2003), Richard Perle, l'éminence grise du Pentagone, et David Frum, le propre rédacteur des discours du président Bush, affirment que « *Les Saoudiens se placent d'eux-mêmes dans l'Axe du Mal* » [106] et implorent le président Bush de « *dire la vérité sur l'Arabie saoudite* » [107], à savoir que les princes saoudiens financent Al-Qaïda. Pour comprendre l'inanité d'une telle accusation, il suffit de savoir que les Saoud ont déchu Oussama Ben Laden de sa nationalité en avril 1994, exaspéré par ses accusations incessantes contre la présence militaire américaine qu'ils tolèrent sur le lieu saint de l'Islam depuis la première Guerre du Golfe. Dans une *Déclaration de guerre contre les Américains qui occupent le pays des Deux lieux saints* [108], diffusée en 1996, Ben Laden appelle au renversement de leur régime et, en 1998, admet son rôle dans l'attentat du 13 novembre 1995 contre le quartier général de la Garde Nationale à Riyad. Oussama Ben Laden est l'ennemi juré des Saoud. Il est inimaginable que les Saoud aient comploté avec lui contre les États-Unis ; en revanche, il est plausible qu'ils aient comploté contre lui avec leurs amis du clan Bush, en lui mettant un attentat sur le dos pour lancer l'armée américaine à ses trousses et, du même coup, liquider le régime Taliban pour le compte d'UNOCAL. Tout porte donc à croire que la famille Bush est impliquée dans le complot du 11-Septembre (pensons au rôle joué par le frère et le cousin du Président, Marvin Bush et Wirt Walker III, à la tête de

la société *Securacom* qui contrôlait l'accès au WTC), mais qu'elle a été doublée et que George W. sert depuis de bouclier humain aux néoconservateurs, dont les objectifs vont bien au-delà de Ben Laden, l'Afghanistan et le pétrole. Ainsi s'explique en fait, *a posteriori*, le choix des néoconservateurs de porter George W. Bush à la présidence, un homme aisément « missionné par Dieu » (d'où le surnom de *Blues Brothers* qu'il partage avec son *Attorney General* John Ashcroft, autre chrétien sioniste). Comme le résume le néoconservateur Michael Ledeen : il devint président, mais il ne savait pas pourquoi, et le 11-Septembre, il découvrit pourquoi [109]

Faire porter la responsabilité du 11-Septembre à Ben Laden (sans preuve et au mépris du démenti répété de l'intéressé), permet aux néoconservateurs de saper l'alliance des États-Unis avec l'Arabie saoudite, mais aussi avec le Pakistan. Car derrière Ben Laden, il y a les Talibans qui l'hébergent ; et derrière les Talibans, il y a le Pakistan qui soutient leur régime. C'est donc également le Pakistan qui est indirectement mis en accusation après le 11-Septembre. Aucune accusation officielle n'est portée, mais des fuites organisées dans la presse évoquent des complicités au sein de l'ISI. Le général Ahmed Mahmoud, directeur de l'ISI, est mis en cause par une information rapportée d'abord par *The Times of India* : « Les autorités américaines ont cherché à l'évincer après avoir eu confirmation que 100000 dollars ont été transférés au terroriste Mohamed Atta depuis le Pakistan par Ahmed Omar Saïd Sheikh [agent de l'ISI] à la demande du général Mahmoud » [110]. Puisque Mohamed Atta n'est dans cette affaire qu'un *patsy*, cette information fuitée ne peut être interprétée que comme un moyen de chantage contre l'ISI et l'État pakistanais pour les forcer à coopérer avec les États-Unis dans la destruction du régime Taliban. Peut-être l'ISI a-t-elle effectivement versé de l'argent à Atta, lequel aura été choisi comme chef fictif des terroristes précisément pour cela. Mahmoud, qui s'était souvent déplacé à Washington depuis 1999, s'y trouvait justement entre le 4 et le 11 septembre 2001. Il aurait alors rencontré George Tenet, directeur de la CIA, Marc Grossman, sous-secrétaire d'État pour les affaires politiques, et peut-être même Condoleezza Rice, bien que celle-ci l'ait démenti. Au moment des attentats, il participait à un petit-déjeuner de travail avec Bob Graham, président de la Commission

sénatoriale du Renseignement, et Porter Goss, président de la Commission du Renseignement à la Chambre des représentants ; « *Nous avons parlé du terrorisme, notamment de celui généré en Afghanistan* » [111], selon Graham, qui avec Goss sera nommé dans la Commission sur le 11-Septembre. On ne sait pas ce qui a été dit à Mahmoud après la nouvelle des attentats, mais il sera mis à la retraite le mois suivant et s'effacera de la vie politique en rejoignant le mouvement religieux *Tablighi Jamaat*, une manière d'emporter son secret dans sa tombe.

On imagine sans peine pourquoi le secteur de l'État profond US qui a orchestré le 11-Septembre a pu vouloir faire pression sur le gouvernement pakistanais : le forcer à s'aligner sur la thèse officielle du 11-Septembre et, plus généralement, reprendre en main cet allié indiscipliné, sous la menace d'être traité en ennemi en cas de refus de coopérer (« *soit vous êtes avec nous, soit vous êtes avec les terroristes* »). Mais on peut aussi déceler dans les rumeurs sur les liens entre Al-Qaïda et l'ISI une volonté de nuire aux relations entre le Pakistan et les États-Unis, plutôt qu'à les améliorer. La mise en scène de la capture de Ben Laden tend à le confirmer. Elle a permis d'accuser le Pakistan, après l'Afghanistan, d'avoir abrité Ben Laden pendant une dizaine d'années, ce qui constitue aux yeux des États-Unis une véritable trahison de la part d'un pays allié. Plusieurs livres défendent cette ligne, comme celui du vétéran de la CIA Bruce Riedel, *Étreinte mortelle : le Pakistan, l'Amérique et l'avenir du Jihad mondial* [112]. Selon Riedel, la vie tranquille de Ben Laden dans la banlieue d'Abbohabad suggère « *un degré incroyable de duplicité* » de la part du Pakistan, qui pourrait être « *le patron secret du jihad global, à une échelle si dangereuse qu'elle est inconcevable. Nous aurions alors à repenser entièrement notre relation au Pakistan et notre compréhension de ses buts stratégiques* » [113].

La guerre contre l'Irak sous le prétexte d'armes de destruction massive inexistantes, la déstabilisation de la Syrie par *Contras* interposés, la menace d'en découdre avec l'Iran sous le prétexte d'un programme d'armement nucléaire introuvable, tout cela témoigne d'une volonté d'embraser le Proche-Orient, tandis que les accusations de complicité avec Al-Qaïda lancées contre le Pakistan et l'Arabie saoudite visent à corroder l'alliance des États-Unis avec ces pays afin que les États-Unis n'aient plus

qu'un seul allié dans la région : Israël. Ce que semblent vouloir déclencher les crypto-sionistes est une guerre mondiale d'où sortiront affaiblis et morcelés tous les ennemis d'Israël, pour des décennies à venir, de sorte qu'Israël pourra même se passer des États-Unis, ruinés par leurs dépenses militaires comme le fut l'URSS dans les années 80, et de surcroît détestés à travers le globe.

Andrew Cockburn rapporte dans son livre sur Rumsfeld (2007) cette conversation entre les deux George Bush : — Qu'est-ce qu'un néocon ? demande junior. — Tu veux des noms ou une définition ? — Définition. — Bon, je t'en donne une en un seul mot : Israël, répond senior.

Dans un article du *Wall Street Journal* du 20 novembre 2001, le néoconservateur Eliot Cohen parle de la guerre contre le terrorisme comme « *la IVe Guerre mondiale* », et le terme sera repris par d'autres néoconservateurs. En septembre 2004, un colloque néoconservateur à Washington incluant Norman Podhoretz et Paul Wolfowitz s'intitulait « *IVe Guerre mondiale : Pourquoi nous battons-nous, qui pouvons-nous combattre, comment nous nous battons* » [114]. Cohen y déclarait : « *L'ennemi, ce n'est pas le terrorisme [...] mais l'islam militant.* » Comme la Guerre froide (assimilée à une IIIe Guerre mondiale), la IVe Guerre mondiale vue par Cohen a des racines idéologiques, sera globale et durera longtemps, impliquant de nombreux types de conflits. Le thème de la IVe Guerre mondiale a été également popularisé par Norman Podhoretz, dans son article « *Comment gagner la IVe Guerre mondiale* » [114] paru dans *Commentary* en février 2002, suivi par un second article en septembre 2004, « *La IVe Guerre mondiale : comment elle a commencé, ce qu'elle signifie et pourquoi nous devons vaincre* » [116], et pour finir un livre intitulé en 2007 *IVe Guerre mondiale : la longue lutte contre l'islamofascisme* [117]. Dans son article de 2004, il écrit : « *Nous affrontons une force vraiment perverse dans l'islam radical et dans les pays qui nourrissent, abritent ou financent son armée terroriste. Ce nouvel ennemi nous a déjà attaqué sur notre propre sol — un exploit que ni l'Allemagne nazie ni la Russie soviétique n'avaient réussi — et annonce ouvertement son intention de nous frapper à nouveau, cette fois avec des armes infiniment plus puissantes et mortelles que celles utilisées le 11-Septembre. Son objectif n'est pas simplement d'assassiner le plus grand nombre d'entre nous et*

de conquérir notre terre. Comme les Nazis et les communistes avant lui, il est déterminé à détruire tout ce qui est bon dans ce que représente l'Amérique » [118].

Il semble évident que les néoconservateurs ont l'intention de léguer comme héritage à l'humanité une guerre mondiale d'anéantissement contre la civilisation islamique. Un tel *hubris* est incompréhensible sans une connaissance de la nature historique du sionisme et de ses formes extrêmes. Le sionisme est avant tout un rêve biblique : « *La Bible est notre mandat* », proclamait en 1919 Chaim Weisman, futur premier président d'Israël en 1948. David Ben Gourion, bien qu'agnostique, était habité par l'histoire biblique, au point d'adopter le nom d'un général judéen ayant combattu les Romains. « *Il ne peut y avoir d'éducation politique ou militaire valable à propos d'Israël sans une connaissance approfondie de la Bible* », répétait-il [119]. Envisageant une attaque contre l'Égypte en 1948, il écrit dans son journal : « *Ce sera notre vengeance pour ce qu'ils ont fait à nos ancêtres aux temps bibliques.* » [120]. Or, le rêve biblique dont s'inspirent les sionistes est fondé sur la notion de « *peuple élu* », qui est un « *racisme métaphysique* ». Les pères du sionisme, majoritairement athées, ont transposé cette notion dans l'idéologie dominante de leur temps, en concurrence avec le racisme germanique. Moses Hess, qui inspira le fondateur historique du sionisme Theodor Herzl, opposait aux théories de son ami Karl Marx l'idée que les guerres de races sont plus importantes dans l'histoire que les luttes des classes, et estimait que « *la race juive est une race pure* » aux caractères « *indélébiles* ».

Écoutons également Zeev Jabotinsky, figure majeure du sionisme : « *Un juif élevé au milieu d'Allemands peut certes adopter les coutumes allemandes, la langue allemande. Il peut devenir totalement imprégné de ce fluide germanique, mais il restera toujours un juif, parce que son sang, son organisme et son type racial, sur le plan corporel, sont juifs.* » Ces phrases sont écrites en 1923, deux ans avant le *Mein Kampf* d'Hitler. Sionisme et nazisme ont fait bon ménage jusqu'à la fin des années 30, comme l'a démontré Lenni Brenner [121]. Le rabbin Joachim Prinz, qui deviendra président de l'American Jewish Congress de 1958 à 1966, célébrait à Berlin en 1934 les lois raciales allemandes dans son livre *Nous, les juifs* [122] : « *Un État construit sur le principe de la pureté de*

la nation et de la race peut être honoré et respecté par un juif qui affirme son appartenance à ses semblables. » Au contraire, selon Prinz, les juifs assimilationnistes sont les ennemis du sionisme autant que du nazisme.

En 1947-48, le racisme sioniste s'abattra sur les Palestiniens sous la forme d'un nettoyage ethnique qui fit fuir 750 000 d'entre eux, soit plus de la moitié de la population native qui rappelle celui ordonné par Yahvé à l'encontre des Cananéens : « *faire table rase des nations dont Yahvé ton Dieu te donne le pays, les déposséder et habiter leurs villes et leurs maisons* » (Deut 19:1] et, dans les villes qui résistent, « *ne rien laisser subsister de vivant* » (20:16). Pour une communauté comme pour un individu, le problème ne vient pas de se croire l'Élu, mais de se croire élu par un dieu chauvin, raciste et génocidaire.

Le rêve biblique insufflé par Yahvé à son peuple élu, aussi bien dans l'*Exode* que chez les prophètes, n'est pas seulement un rêve racial et national ; c'est très clairement un rêve impérial. Jérusalem doit devenir le centre rayonnant du monde. On évoque souvent ces vers du deuxième chapitre d'Isaïe comme preuve que le message prophétique est pacifique : « *Ils briseront leurs épées pour en faire des socs, et leurs lances pour en faire des serpes. On ne lèvera plus l'épée nation contre nation, on n'apprendra plus à faire la guerre.* » Mais on omet toujours les vers précédents, qui indiquent que ce temps de paix ne viendra que lorsque « *toutes les nations* » rendront hommage « *à la montagne de Yahvé, à la Maison du Dieu de Jacob* », lorsque Yahvé, depuis son Temple, « *jugera entre les nations.* » Dans certains cercles intellectuels, le sionisme moderne se conçoit encore comme un projet de Nouvel ordre mondial. Jacques Attali se prend ainsi à « *imaginer, rêver d'un Jérusalem devenant capitale de la planète qui sera un jour unifiée autour d'un gouvernement mondial.* »

Le rêve biblique d'empire est indissociable d'un cauchemar de guerre mondiale préalable. Le prophète Zacharie, souvent cité sur les forums sionistes, prédit dans son chapitre 14 que Yahvé combatta « *toutes les nations* » liguées contre Israël. En une journée unique, toute la terre deviendra un désert, à l'exception de Jérusalem, qui « *sera élevée et demeurera en sa place.* » Le talent prophétique de Zacharie semble lui avoir donné une vision de ce que Dieu pourrait faire avec des armes ato-

miques : « *Et voici quelle sera la plaie dont l'Éternel frappera tous les peuples qui auront combattu contre Jérusalem : il fera tomber leur chair en pourriture pendant qu'ils seront debout sur leurs pieds, leurs yeux se fondront dans leur orbite, et leur langue se fondra dans leur bouche.* » Ce n'est qu'après ce carnage que viendra la paix mondiale : « *Il arrivera que tous les survivants de toutes les nations qui auront marché contre Jérusalem monteront année après année se prosterner devant le roi Yahvé Sabaot et célébrer la fête des Tentés. Celle des familles de la terre qui ne montera pas se prosterner à Jérusalem, devant le roi Yahvé Sabaot, il n'y aura pas de pluie pour elle. Etc.* »

Le général Wesley Clark a témoigné à de nombreuses occasions, devant caméras, qu'une dizaine de jours après le 11 septembre 2001, lors d'une visite au Pentagone pour y rencontrer Rumsfeld et Wolfowitz, il apprit d'un général qu'il refuse de nommer que la décision était déjà prise au plus haut niveau d'envahir l'Irak. Deux semaines plus tard, tandis que les opérations avaient commencé en Afghanistan, Clark demanda au même général s'il était toujours question d'envahir l'Irak, et celui-ci répondit, en exhibant un document : « *Oh, c'est pire que ça. J'ai ici un mémo qui décrit comment on va prendre sept pays en cinq ans, en commençant par l'Irak, puis la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie et le Soudan, et en finissant par l'Iran* » [123]. Or, selon *Deutéronome 7*, Yahvé livrera à Israël « *sept nations plus grandes et plus puissantes que toi. [...] Yahvé ton Dieu te les livrera, elles resteront en proie à de grands troubles jusqu'à ce qu'elles soient détruites. Il livrera leurs rois en ton pouvoir et tu effaceras leur nom de dessous les cieux* ». Ces « *sept nations* », encore évoquées en *Josué 24:11* et *Actes 13:19*, font partie des mythes sionistes inculqués aux écoliers israéliens dès l'âge de neuf ans, avec le culte de la guerre sainte. Conformément à l'enseignement de Leo Strauss, le projet néoconservateur d'attaquer « *sept pays* » se nourrit du mythe biblique des « *sept nations* ».

Laurent Guyénot

NOTES

- [1] « *If there is an intellectual movement in America to whose invention Jews can lay sole claim, neoconservatism is it. It's a thought one imagines most American Jews, overwhelmingly liberal, will find horrifying. And yet it is a fact that as a political philosophy, neoconservatism was born among the children of Jewish immigrants and is now largely the intellectual domain of those immigrants' grandchildren.* » in « *The Neoconservatism Persuasion* », par Gal Beckerman, *The Forward*, 6 janvier 2006.
- [2] « *The idea that Jews have been put on earth to make it a better, perhaps even a holy, place* » in *The Neoconservative Revolution : Jewish Intellectuals and the Shaping of Public Policy*, par Murray Friedman, Cambridge University Press (2005).
- [3] « *If you had exiled them to a desert island a year and half ago, the Iraq war would not have happened.* », Cité in « *White man's burden* », par Ari Shavit, *Haaretz*, 3 avril 2003.
- [4] *The Closing of the American Mind : How Higher Education Has Failed Democracy and Impoverished the Souls of Today's Students*, (1988).
- [5] « *Leo Strauss and the World of Intelligence* », par Abram Shulsky et Gary Schmitt (1999). Article téléchargeable.
- [6] « *Deception is the norm in political life* »
- [7] *Thoughts on Machiavelli*, par Leo Strauss, Free Press (1958).
- [8] « *We are in sympathy with the simple opinion about Machiavelli, not only because it is wholesome, but above all because a failure to take that opinion seriously prevents one from doing justice to what is truly admirable in Machiavelli : the intrepidity of his thought, the grandeur of his vision, and the graceful subtlety of his speech.* »
- [9] « *Machiavelli does not go to the end of the road ; the last part of the road must be travelled by the reader who understands what is omitted by the writer.* »
- [10] « *To discover from his writings what he regarded as the truth is hard ; it is not impossible.* »
- [11] « Elliott Abrams, le "gladiateur" converti à la "théopolitique" », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 14 février 2005.
- [12] *Faith or Fear : How Jews Can Survive in a Christian America*, par Elliott Abrams, Touchstone (1997) : « *En-dehors de la terre d'Israël, il ne peut y avoir de doute que les juifs, fidèles à l'alliance entre Dieu et Abraham, doivent se tenir à l'écart de la nation dans laquelle ils vivent. Il est dans la nature même d'être juif d'être séparé – sauf en Israël – du*
- reste de la population* » / « *Outside the land of Israel, there can be no doubt that Jews, faithful to the covenant between God and Abraham, are to stand apart from the nation in which they live. It is the very nature of being Jewish to be apart — except in Israel — from the rest of the population.* »
- [13] « *There is a place in the world for non-ethnic nations and there is a place for ethnic nations.* ». Cité in « *A Tragedy of Errors* », par Michael Lind, *The Nation*, 23 février 2004.
- [14] « *The Contentious Magazine That Transformed the Jewish Left into the Neoconservative Right.* »
- [15] « *This is to drive a knife into the heart of Israel. [...] Jews don't like big military budget, but it is now an interest of the Jews to have a large and powerful military establishment in the United States. [...] American Jews who care about the survival of the state of Israel have to say, no, we don't want to cut the military budget, it is important to keep that military budget big, so that we can defend Israel.* »
- [16] « *A liberal who has been mugged by reality.* »
- [17] « Les marionnettistes de Washington », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 13 novembre 2002.
- [18] « L'Institut américain de l'entreprise à la Maison-Blanche », *Réseau Voltaire*, 21 juin 2004.
- [19] « Daniel Pipes, expert de la haine », *Réseau Voltaire*, 5 mai 2004.
- [20] « Paul Wolfowitz, l'âme du Pentagone », par Paul Labarique, *Réseau Voltaire*, 4 octobre 2004.
- [21] *The Real Anti-Semitism in America*, par Nathan Perlmutter, Arbor House Pub Co (1982).
- [22] « *Peacemakers of Vietnam vintage, transmutterers of swords into plowshares* »
- [23] *Dangerous Liaison : the Inside Story of the U.S.-Israeli Covert Relationship*, par Andrew and Leslie Cockburn, Harpercollins (1991).
- [24] « *The crazies* »
- [25] « Dick Cheney, le patron des Républicains », *Réseau Voltaire*, 18 octobre 2004.
- [26] L'affaire est révélée dans « *US Strategy Plan Calls For Insuring No Rivals Develop* » par Patrick E. Tyler, in *New York Times* du 8 mars 1992. Le quotidien publie également de larges extraits en page 14 : « *Excerpts from Pentagon's Plan : "Prevent the Re-Emergence of a New Rival"* ». Des informations supplémentaires sont apportées dans « *Keeping the US First, Pentagon Would preclude a Rival Superpower* » par Barton Gellman, in *The Washington Post* du 11 mars 1992.

- [27] « *For deterring potential competitors from even aspiring to a larger regional or global role.* »
- [28] « *Extend the current Pax Americana* »
- [29] « *A military that is strong and ready to meet both present and future challenges.* »
- [30] *Rebuilding America's Defenses*, version française *Reconstruire les défenses de l'Amérique téléchargeable*, traduite par Pierre-Henry Bunel pour ReOpen911.
- [31] « *Able to rapidly deploy and win multiple simultaneous large-scale wars* »
- [32] « *A new family of nuclear weapons designed to address new sets of military requirements.* »
- [33] « *The process of transformation [...] is likely to be a long one, absent some catastrophic and catalyzing event — like a new Pearl Harbor.* »
- [34] « John Bolton et le désarmement par la guerre », *Réseau Voltaire*, 30 novembre 2004.
- [35] « Condoleezza Rice, toujours "deux fois meilleure que les autres" », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 16 octobre 2008.
- [36] « La "Guerre des civilisations" », par Thierry Meysan, *Réseau Voltaire*, 4 juin 2004.
- [37] *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy* par John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt, Farrar Straus Giroux. Version française : *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, La Découverte (2007).
- [38] « Washington soucieux de compromettre ses amis », par Général Guennadi Evstafiev, *Réseau Voltaire*, 25 novembre 2005. « Un ex-cadre de l'AIPAC confirme l'accès du lobby aux secrets US », *Réseau Voltaire*, 4 janvier 2011.
- [39] « Ahmed Chalabi, parcours d'un aventurier », *Réseau Voltaire*, 31 mai 2004.
- [40] *Soldier : The Life of Colin Powell*, par Karen DeYoung, Vintage (2007)
- [41] « *Separate little government* »
- [42] « *The JINSA crowd* »
- [43] « La cabale de la Maison-Blanche », par Lawrence B. Wilkerson, *Réseau Voltaire*, 8 novembre 2005.
- [44] « *A lot of these guys, including Wurmser, I looked at as card-carrying members of the Likud party, as I did with Feith. You wouldn't open their wallet and find a card, but I often wondered if their primary allegiance was to their own country or to Israel. That was the thing that troubled me, because there was so much that they said and did that looked like it was more reflective of Israel's interest than our own.* »
- [45] « *The most hawkishly pro-Israel voice in the Administration* »
- [46] *Zionism, Militarism and the Decline of U.S. Power*, par James Petras, Clarity Press (2008)
- [47] *Israel and the Clash of Civilisations Iraq, Iran, and the Plant to Remake the Middle East*, par Jonathan Cook, Pluto Press (2008).
- [48] *The Transparent Cabal : The Neoconservative Agenda, War in the Middle East and the National Interest of Israel*, par Ihs Press (2008)
- [49] *A Clean Break : A New Strategy for Securing the Realm*, IASPS, 8 juillet 1996. Une version abrégée est disponible sur le site de l'IASPS. Le contenu complet du document est connu par les compte rendus que le *Guardian* en fit à l'époque.
- [50] « *To engage every possible energy on rebuilding Zionism,* »
- [51] « *Our claim to the land — to which we have clung for hope for 2,000 years — is legitimate and noble. [...] Only the unconditional acceptance by Arabs of our rights, especially in their territorial dimension, 'peace for peace,' is a solid basis for the future.* »
- [52] « *Everybody has to move, run and grab as many hilltops as they can to enlarge the settlements because everything we take now will stay ours* »
- [53] « Les néo-conservateurs et la politique du "chaos constructeur" », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 25 juillet 2006.
- [54] Sous la présidence de Richard Perle, le Defense Policy Board Advisory Committee comprenait Kenneth Adelman, Richard V. Allen, Martin Anderson, Gary S. Becker, Barry M. Blechman, Harold Brown, Eliot Cohen, Devon Cross, Ronald Fogleman, Thomas S. Foley, Tillie K. Fowler, Newt Gingrich, Gerald Hillman, Charles A. Horner, Fred C. Ikle, David Jeremiah, Henry Kissinger, William Owens, J. Danforth Quayle, Henry S. Rowen, James R. Schlesinger, Jack Sheehan, Kiron Skinner, Walter B. Slocombe, Hal Sonnenfeldt, Terry Teague, Ruth Wedgwood, Chris Williams, Pete Wilson et R. James Woolsey, Jr.
- [55] *Coping with Crumbling States : A Western and Israeli Balance of Power Strategy for the Levant*, IASPS, décembre 1996.
- [56] « *The residual unity of the nation is an illusion projected by extreme repression of the state.* »
- [57] « *The Case for Toppling Saddam. The longer America waits, the more dangerous he becomes* », par Benjamin Netanyahu, *The Wall Street Journal*, 20 septembre 2002.

- [58] « *A dictator who is rapidly expanding his arsenal of biological and chemical weapons, who has used these weapons of mass destruction against his subjects and his neighbors, and who is feverishly trying to acquire nuclear weapons.* »
- [59] « *Ben Laden was involved in the first attack on the WTC which had as its intention doing exactly what happened here, which is the collapse of those towers. He certainly has to be a prime suspect. But there are others in the Middle East, and there are at least two States, Iran and Irak, which should at least remain on the list as essential suspects.* »
- [60] « *It is the day that will change our lives. It is the day when the war that the terrorists declared on the US [...] has been brought home to the U.S.* »
- [61] « *In language familiar to the Americans by tapping into themes of American administrations during the cold war which apply well to Israel.* »
- [62] « *Promote Western values and traditions. Such an approach [...] will be well received in the United States.* »
- [63] « *Such self-reliance will grant Israel greater freedom of action and remove a significant lever of [United States] pressure used against it in the past.* »
- [64] *An End to Evil : How to Win the War on Terror*, par Richard Perle et David Frum, Ballantine Books (2003). Lire : « Le programme des faucons pour 2004 », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 25 décembre 2003.
- [65] « *End this evil before it kills again and on a genocidal scale. There is no middle way for Americans : It is victory or holocaust.* »
- [66] « *Why would Iraq attack America or use nuclear weapons against us ? I'll tell you what I think the real threat is and actually has been since 1990 : it's the threat against Israel. And this is the threat that dare not speak its name, because the Europeans don't care deeply about that threat, I will tell you frankly. And the American government doesn't want to lean too hard on it rhetorically, because it is not a popular sell.* »
- [67] « *No one should doubt that the United States and Israel share a common enemy. We are both targets of what you have correctly called an "Axis of Evil." Israel is targeted in part because it is our friend, and in part because it is an island of liberal, democratic principles — American principles — in a sea of tyranny, intolerance, and hatred.* »
- [68] « *Today we are all Americans [...] For the bin Ladens of the world, Israel is merely a sideshow. America is the target.* », Testimony of former Israeli Prime Minister Netanyahu before House Government Reform Committee.
- [69] « *We are all Israelis now.* »
- [70] « *Since September 11th, we Americans have one thing more in common with Israelis. On that day America was attacked by suicide bombers. At that moment every American understood what it was like to live in Jerusalem, or Netanya or Haifa. And since September 11th, Americans now know why we must fight and win the war on terrorism.* » in *Transcript of remarks at Pro-Israel Rally*, par Paul Wolfowitz, West Front of United States Capitol, Washington D.C., lundi 15 avril 2002.
- [71] « *Since the Sept 11th attack on the US, Israel's PR strategy has been to frame all Palestinian action, violent or not, as terrorism. To the extent that they can do that, they've repackaged an illegal military occupation as part of America's war on terror* » In *Peace, Propaganda and the Promised Land*, documentaire de Sut Jhally et Bathsheba Ratzkoff (2004)
- [72] « *To integrate and leverage history and communications for the benefit of Israël* »
- [73] *Wexner Analysis : Israeli Communication Priorities 2013*. Version française *La communication israélienne pour 2003 selon la Fondation Wexner*, Traduction Marcel Charbonnier, Réseau Voltaire, 4 juillet 2003.
- [74] « *The two words that tie Israel to America* » et « *two of the most hated words in the English language right now* »
- [75] « *For a year — a SOLID YEAR — you should be invoking the name of Saddam Hussein and how Israel was always behind American effort to rid the world of this ruthless dictator and liberate their people.* »
- [76] Greg Felton, *The Host and the Parasite : How Israel's Fifth Column Consumed America*, Bad Bear Press, 2010, p. 248-9.
- [77] *The War Against the Terror Masters : Why It Happened, Where We Are Now, How We'll Win*, par Michael Ledeen, St. Martin's Griffin (2003).
- [78] « *If we destroy the terror masters in Baghdad, Damascus, Tehran, and Riyadh, we might have a chance of brokering a durable peace [in Palestine].* »
- [79] *Tyranny's Ally : America's Failure to Defeat Saddam Hussein*, par David Wurmser, AEI Press (1999)
- [80] *Study of Revenge : The First World Trade Center Attack and Saddam Hussein's War Against America*, par Laurie Mylroie avec une préface de James Woolsey, AEI Press (2000).

- [81] « *An undercover war of terrorism, waged by Saddam Hussein* »
- [82] « *A phase in a conflict that began in August 1990, when Iraq invaded Kuwait, and that has not ended.* »
- [83] « *Splendid and wholly convincing* »
- [84] « *Even if evidence does not link Iraq directly to the attack, any strategy aiming at the eradication of terrorism and its sponsors must include a determined effort to remove Saddam Hussein from power in Iraq. Failure to undertake such an effort will constitute an early and perhaps decisive surrender in the war on international terrorism.* »
- [85] « *Broad linkages* »
- [86] Initialement, l'unité était appelée Office for the Strategic Influence (OSI), cf. « Rumsfeld cible la France et l'Allemagne », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 2 janvier 2003. Elle devient par la suite Office of Special Plans (OSP), cf. *Histoire secrète du Mossad : de 1951 à nos jours*, par Gordon Thomas, Points, 2007, p. 552-554.
- [87] « *Usurp measured and carefully considered assessments, and through suppression and distortion of intelligence analysis promulgate what were in fact falsehoods to both Congress and the executive office of the president.* » « *This was creatively produced propaganda.* »
- [88] *Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act*
- [89] « *To halt Syrian support for terrorism, end its occupation of Lebanon, stop its development of weapons of mass destruction.* »
- [90] « *Let's Defeat Syria, Not Apease It* », par David Wurmser, *The Wall Street Journal*, 25 février 2000. Le plan initial prévoyait de frapper la Syrie par le Liban, ce n'est qu'après la surprenante victoire du Hezbollah en 2006 contre Israël que les néoconservateurs envisagèrent de recourir à l'OTAN.
- [91] « *Syria will slowly bleed to death* »
- [92] *Countdown to Crisis : The Coming Nuclear Showdown With Iran*, par Kenneth Timmerman, Crown Forum (2005)
- [93] « *The regime of Teheran has a choice to make. [...] If Iran makes the wrong choice, America will act to protect our interests and our troops and our Iraqi partners.* »
- [94] « *The secret cabal got what it wanted : no negotiations with Tehran.* »
- [95] *Iran : Nuclear Intentions and Capabilities*, National Intelligence Estimates (2007). Version française : « Iran : intentions et possibilités nucléaires, extraits du NIE », *Réseau Voltaire*, 17 décembre 2007.
- [96] « Washington décrète un an de trêve globale », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 3 décembre 2007. « Réactions internationales à la publication du NIE sur l'Iran », *Réseau Voltaire*, 17 décembre 2007.
- [97] « *Put a virtual armada, unannounced, on Iran's doorstep* »
- [98] « La Maison-Blanche sacrifiera-t-elle la Ve flotte pour justifier la destruction nucléaire de l'Iran ? », par Michael Salla, Traduction Marcel Charbonnier, *Réseau Voltaire*, 18 novembre 2007. Information confirmée quatre ans plus tard : « *Why was a Navy adviser stripped of her career ?* », par Jeff Stein, *The Washington Post*, 21 août 2012
- [99] « *The Saudi Connection* », par David Wurmser, *The Weekly Standard*, 29 octobre 2001.
- [100] « *Discourses on Democracy : Saudi Arabia, Friend or Foe ?* », 6 juin 2003
- [101] *Hatred's Kingdom : How Saudi Arabia Supports the New Global Terrorism*, par Dore Gold, Regnery Publishing (2004).
- [102] « *The kernel of evil, the prime mover, the most dangerous opponent* »
- [103] « *Iraq is the tactical pivot. Saudi Arabia the strategic pivot. Egypt the prize.* »
- [104] *Princes of Darkness : the Saudi Assault on the West*, par Laurent Murawiec, Rowman & Littlefield (2005). La version originale rédigée en français n'a pas été publiée.
- [105] *La Face cachée du 11 Septembre*, par Éric Laurent, Plon (2004)
- [106] « *The Saudis qualify for their own membership in the axis of evil* »
- [107] « *Tell the truth about Saudi Arabia* »
- [108] *Declaration of War Against the Americans Occupying the Land of the Two Holy Places*
- [109] « *He became president, but he didn't know why, and on sept 11, he discovered why.* »
- [110] « *US authorities sought his removal after confirming the fact that \$100,000 were wired to WTC hijacker Mohamed Atta from Pakistan by [ISI agent] Ahmed Omar Saïd Sheikh at the instance of General Mahmud.* » in « *India helped FBI trace ISI-terrorist links* », par Manoj Joshi, *Times of India*, 9 octobre 2001.
- [111] « *We were talking about terrorism, specifically terrorism generated from Afghanistan* », cité in « Secret Hearings hide 911 terrorist links to »

Congress/White House », par Tom Flocco, *American Free Press*, 8 octobre 2002.

- [112] *Deadly Embrace : Pakistan, America, and the Future of Global Jihad*, par Bruce Riedel, Brookings Institution
- [113] « *An astonishing degree of duplicity* », « *the secret patron of global jihad on a scale almost too dangerous to conceive. We would need to rethink our entire relationship with Pakistan and our understanding of its strategic motives.* »
- [114] « World War IV : Why We Fight, Whom We Fight, How We Fight », colloque organisé par le Committee on the Present Danger et la Foundation for the Defense of Democracies, Mayflower Hotel (Washington), 29 septembre 2004. En présence de Paul Wolfowitz, John Kyl, Joseph Lieberman, R. James Woolsey, Norman Podhoretz, Eliot Cohen, Rachel Ehrenfeld.
- [115] « How to Win World War IV »
- [116] « World War IV : How It Started, What It Means, and Why We Have to Win »
- [117] *World War IV : The Long Struggle Against Islamofascism*, par Norman Podhoretz, Vintage (2008).
- [118] « *We are up against a truly malignant force in radical Islamism and in the states breeding, sheltering, or financing its terrorist armory. This new enemy has already attacked us on our own soil — a feat neither Nazi Germany nor Soviet Russia ever managed to pull off — and openly announces his intention to hit us again, only this time with weapons of infinitely greater and deadlier power than those used on 9/11. His objective is not merely to murder as many of us as possible and to conquer our land. Like the Nazis and Communists before him, he is dedicated to the destruction of everything good for which America stands.* »
- [119] « *There can be no worthwhile political or military education about Israel without profound knowledge of the Bible* » in *Ben-Gurion, Prophet of fire*, par Dan Kurzman, Simon and Schuster (1983).
- [120] « *This will be our revenge for what they did to our ancestors in biblical times* ». Cité in *The Ethnic Cleansing of Palestine*, par Ilan Pappé, Oneworld Publications. Version française : *Le Nettoyage ethnique de la Palestine*, Fayard (2008).
- [121] *Zionism in the Age of the Dictators*, Lawrence Hill & Co (1983) et *51 Documents : Zionist Collaboration with the Nazis*, Barricade Books (2009)
- [122] *Wir Juden*, par Joachim Prinz (1934).
- [123] « *Oh, it's worse than that. This is a memo that describes how we're gonna take out seven coun-*

tries in five years, starting with Irak, and then Syria, Lebanon, Libya, Somalia and Sudan and finishing off with Iran. »

Laurent Guyénot

Ingénieur (École Nationale Supérieure de Techniques Avancées, 1982) et médiéviste (docteur en Études Médiévales à Paris IV-Sorbonne, 2009). Il a publié *La mort féerique : Anthropologie médiévale du merveilleux (XIIIe-XVe siècle)* chez Gallimard et *La Lance qui saigne - Métatextes et hypertextes du "Conte du Graal" de Chrétien de Troyes* chez Champion. Il se consacre depuis trois ans à l'histoire profonde des États-Unis, où il a vécu cinq ans.

SOURCE :

[zNéocons] [klvi4flzug9h]

<http://www.voltairenet.org/article177373.html>